

sobre el acto conyugal « apto de por sí para engendrar la prole, al que el matrimonio se ordena por su propia naturaleza » (c. 1061 § 1). En la misma línea, no resulta acertado afirmar que « el sacramento del matrimonio se realiza por medio del consentimiento, pero se perfecciona por la unión conyugal » (p. 207) — esto nos haría retroceder en el tiempo a la discusión medieval entre la teoría de la cópula y la teoría consensual — cuando lo que se quiso decir es que la consumación del matrimonio entre bautizados dota a éste de una peculiar firmeza, haciéndolo absolutamente indisoluble.

Llegado a este punto, considero suficientemente probado el parecer inicial. La autora se ha fijado unas metas excesivamente exigentes tanto al escribir un libro jurídico sobre una materia tan amplia y compleja como es el amor humano y el matrimonio, como al dirigido al gran público pero sin olvidar a los especialistas. Una obra de esta naturaleza hubiera necesitado una mayor elaboración y una concienzuda revisión, para no publicarla hasta haberse asegurado de que todos los objetivos estaban cumplidos.

Confío que los lectores de estas líneas puedan hacerse una idea cabal del contenido de *Cásate y verás*, de tal modo que conozcan de antemano qué pueden esperar de él, dónde están las digresiones por si prefieren sortearlas o acceder a ellas directamente, etc. Aunque he señalado algunos lugares donde se

contienen ciertas imprecisiones desde el punto de vista jurídico, son mucho más numerosos aquellos en los que se expone con claridad y en un lenguaje asequible al público en general importantes conceptos jurídicos. Por lo demás, a los matrimonialistas — tanto docentes como prácticos del Derecho — les serán de utilidad buena parte de los ejemplos que jalonan el libro y que a su vez podrán emplear para ilustrar sus propias explicaciones sobre la materia.

*Javier Ferrer Ortiz*

Giuseppe DALLA TORRE, *Europa. Quale laicità?*, Edizioni San Paolo, Cinisello Balsamo, 2003, p. 137.

Le premier chapitre de cet ouvrage est intitulé : « Facteur religieux et Constitution européenne » (p. 11-27). À l'heure où cette Constitution semble être remise en cause par le vote de certains pays, il n'est pas inutile de rappeler la place de la religion dans l'histoire de l'Europe et d'en dégager des principes communs à la tradition juridique des États européens : la liberté religieuse en tant que droit individuel et collectif, l'égalité, la laïcité de l'État. Il est possible d'en faire découler d'autres principes, comme celui de la distinction et de l'autolimitation de l'autorité politique par rapport à l'ordre propre aux religions. Quant à la reconnaissance juridique des Églises dans la

Constitution, c'est une question plus difficile et l'on peut se demander si une laïcité véritable peut exister qui, parmi les phénomènes sociaux organisés, ignorerait le phénomène religieux.

Le chap. sur « dignité humaine et liberté religieuse » (p. 28-50) demande d'abord de préciser les termes, en sachant que la libre détermination en matière religieuse et de conscience manifeste la dignité propre à l'homme. En effet, la dignité humaine est le fondement de la liberté religieuse, moyennant quoi ladite liberté s'exprime par rapport à un ordre de valeurs qui n'est pas le produit du pouvoir politique ni de la conscience de l'individu. Mais la dignité humaine est aussi une limite à la liberté religieuse : le contrôle sur les groupes religieux devrait avoir lieu *a posteriori* et, de préférence, à partir d'un droit commun, c'est-à-dire pensé pour des cas qui ne sont pas exclusivement religieux. L'auteur traite des instruments juridiques à même de garantir la liberté religieuse, notant au passage que les atteintes à cette liberté ne proviennent plus tant des pouvoirs publics que de pouvoirs privés, transversaux, souvent supranationaux.

Dans le chap. suivant, l'auteur traite de « la difficile laïcité » (p. 51-72). Il part de la « place de Dieu » dans la Constitution pour se demander s'il ne serait pas temps de penser aux devoirs, à côté des droits. C'est pourquoi il montre que la liberté religieuse est source de devoirs. Puis il étudie le

féminisme et le fondamentalisme religieux, la question de l'avortement, l'école et le facteur religieux. Enfin il s'attache à la laïcité à l'épreuve de l'expérience, et se demande comment qualifier l'État et, demain, l'Europe sachant qu'y cohabitent des États formellement confessionnels avec d'autres formellement laïcs. D'où l'interrogation sur le sens du mot « laïcité », et l'intérêt de l'auteur à présenter « le paradigme italien de la laïcité » (p. 73-99). La pensée catholique a indéniablement contribué à définir le principe de laïcité qui sous-tend la Constitution italienne, grâce aux encycliques sociales de Léon XIII, à la philosophie de Rosmini avec sa théorie sur les trois sociétés, la pensée socio-politique de Luigi Sturzo, fondateur du Parti populaire. Le système italien des relations entre l'État et les confessions religieuses, unique en son genre, s'appuie sur trois principes : égale liberté pour toutes les confessions religieuses face à la loi, droit de chaque confession religieuse de voir son identité officiellement reconnue et d'obtenir un ordre juridique propre, possibilité d'obtenir dans l'ordre juridique italien une discipline juridique négociée entre les autorités confessionnelles et les autorités publiques compétentes, pour garantir et renforcer le droit de chaque confession à ce que son identité propre soit reconnue et protégée. L'auteur y voit un modèle de grande actualité pour l'Europe en construction.

Il souligne ensuite « le rôle des Églises pour l'Europe » (p. 100-112), d'abord pour maintenir l'identité de l'Europe, puis en insistant sur le fait que s'il fallait parler d'une fonction « politique des Églises, ce serait au sens qu'il faut placer l'éthique comme condition préalable de la démocratie et que, par suite, « l'État qui veut être démocratique doit redonner à l'éthique la primauté sur le politique ». Il n'y pas de raison, ajoute le prof. Dalla Torre, pour que ce principe ne puisse pas s'appliquer aussi à l'Union européenne.

Il rapporte en annexe l'allocution du pape Jean Paul II aux participants à la conférences des présidents des Parlements de l'Union européenne (23 septembre 2000), le message du saint-père au cardinal Ortas à l'occasion du colloque pour le 1200<sup>ème</sup> anniversaire du couronnement impérial de Charlemagne (14 décembre 2000), son discours aux participants à la rencontre organisée par la Commission des évêques de la Communauté européenne (30 mars 2001), son discours aux participants au III<sup>ème</sup> Forum international de la Fondation Alcide De Gasperi (23 février 2002), sa salutation aux participants à une rencontre européenne d'étude (20 juin 2002). Ces textes renferment matière à réflexion, même si les rédacteurs de la Constitution européenne proposée à l'adoption des différents États membres ne s'en sont manifestement guère inspirés.

*Dominique Le Tourneau*

Javier HERVADA, *Pensamientos de un canonista en la hora presente*, Instituto Martín de Azpilcueta, Facultad de Derecho Canónico, Universidad de Navarra, Navarra Gráfica Ediciones, Pamplona, 2004, p. 185.

Quando si dice — effettuando una recensione — che un libro si manifesta ricco di brillanti intuizioni e di agevole comprensione, per cui se ne raccomanda vivamente la lettura, talvolta si utilizza una mera formula di circostanza che non corrisponde effettivamente e completamente al giudizio del recensore.

Nel caso dell'opera del Prof. Hervada, oggetto del presente breve commento, viceversa, bisogna riconoscere che tale valutazione coincide pienamente e perfettamente con il pensiero di chi commenta. Il testo in questione, infatti, si evidenzia come un'esposizione semplice e chiara, perché fruisce di un linguaggio molto lineare, che rifugge dagli eccessivi tecnicismi e dalle espressioni contorte (ricorda molto l'essenzialità dello stile anglosassone, che ricorre sovente al discorso diretto in luogo di quello indiretto; all'utilizzo, sotto il profilo lessicale, di periodi brevi e, sotto l'aspetto contenutistico, ad immagini ed esempi concreti per illustrare meglio il pensiero dell'autore), e si rivela, nel merito, una trattazione scientificamente completa, valida ed articolata.

Ma, al di là di tali valutazioni metodologiche, formali e sostan-

ziali, credo sia subito il caso di soffermarsi sul contenuto dell'opera.

Innanzitutto, gravida di rilevanti implicazioni teorico-giuridiche, pare la concezione di scienza canonica delineata dall'autore; partendo dalla definizione di questa come «*disciplina teologica con metodo giuridico*» e dall'idea del diritto ecclesiale come «*ius sacrum*», Hervada perviene a confutare quelle dottrine che fanno del teologismo, del pastoralismo e dello pseudoteologismo i metodi di indagine propri della scienza giuridica. Particolarmente interessanti sono le motivazioni poste a fondamento della critica al pastoralismo: questo, in realtà, non intende applicare soluzioni giuridiche con senso pastorale, bensì sostituire «*ex radice*» il diritto con la pastorale.

Questo procedimento consegue effetti assai gravi, perché se il diritto è un complesso di regole che garantiscono, nella dimensione spazio-temporale, l'attuazione della giustizia (ciò vale per qualunque diritto, anche quello canonico, sebbene con forme e modalità distinte da quelle degli ordinamenti secolari), allora il pastoralismo introduce l'arbitrarietà e l'ingiustizia nella vita della Chiesa, attentando al bene delle anime.

Il settore tipico nel quale si invoca l'applicazione di tale approccio pastoralistico è quello matrimoniale: se, ad esempio, una data convivenza coniugale si riveli, a posteriori, fallimentare (a maggior ragione quando i coniugi si siano già ricostruiti una nuova vita affettiva

con terze persone), pur nel contesto di un vincolo matrimoniale valido, si ritiene che la soluzione pastorale debba stravolgere l'intero matrimonio fino a dichiararlo nullo. In tal caso, si pretende appellarsi ad un presunto, nebuloso, «*bonum animarum*», inteso come esigenza delle parti di riconquistare la libertà del proprio stato allo scopo di contrarre nuovo matrimonio; e si maschera tale esigenza con sembianze più o meno moralistiche, per giustificare le relative sentenze affermative emesse dai tribunali ecclesiastici.

Si dimentica, tuttavia — nell'esercizio di tale funzione giudicante — un dato essenziale, e cioè che il compito dei pastori — ed in generale di tutti i fedeli — non è tanto di alleviare od evitare le sofferenze su questa terra, vale a dire assicurare o conseguire la felicità in questo mondo (soprattutto quando dietro tale apparente felicità vi siano egoismi personali, abusi, violenze, superficialità, mancanza di amore o del senso della famiglia, ecc.), bensì assicurare o conseguire la felicità sovranaturale, cioè nell'altra Vita. Quest'ultimo obiettivo può, senza dubbio, essere garantito, già su questa terra, con una soluzione giuridica, ossia con una soluzione di giustizia che è, di per sé, esercizio — il più alto e nobile — della funzione pastorale. Diritto e pastorale, dunque, non stanno in conflitto. Non è forse un grave arbitrio ed una palese ingiustizia, invece, dichiarare nullo un matrimonio valido?